



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

lutte contre l'exclusion

Question écrite n° 113368

Texte de la question

Mme Catherine Génisson attire l'attention de M. le secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargé du logement, sur les inquiétudes de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) et de l'Union régionale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS) Nord-Pas-de-Calais liées aux très grandes difficultés rencontrées par les acteurs de la lutte contre l'exclusion et en particulier le champ de l'hébergement. En effet, ces acteurs constatent une augmentation du nombre de personnes accueillies, sans solution d'hébergement, dans un contexte de crise économique et d'aggravation des inégalités. Or, dans le même temps, le Gouvernement mène une restructuration du secteur qui conduit à supprimer des places d'hébergement ou à limiter les solutions d'accompagnement privilégiant l'accès direct au logement, alors que les parcs locatifs privés et publics sont aujourd'hui saturés sur de très nombreux territoires. Depuis trois ans, tous les acteurs concernés par l'exclusion constatent une baisse des financements ce qui, pour le Nord-Pas-de-Calais, se traduit par - 13 % pour les accueils d'urgence, - 70 % pour les centres d'adaptation à la vie active, - 55 % pour les points d'accueil et d'écoute jeunes... À l'échelle de la région Nord-Pas-de-Calais, cela représente une baisse de crédits de 1,5 million d'euros, ce qui se traduit par 2 100 personnes exclues des dispositifs et 115 emplois en moins. Au regard de cet état des lieux très alarmant, les responsables de la FNARS et de l'URIOPSS Nord-Pas-de-Calais souhaiteraient le gel des transferts de moyens entre les dispositifs, en attendant la définition d'une véritable politique du « logement d'abord » ainsi que la revalorisation immédiate de l'enveloppe régionale permettant de poursuivre les actions engagées, de couvrir les besoins au moins à hauteur de l'exécuté 2010. Elle souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur ces légitimes revendications.

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Génisson](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 113368

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Logement

Ministère attributaire : Logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 juillet 2011, page 7046

Question retirée le : 4 octobre 2011 (Fin de mandat)